

DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE

CAHIER SPÉCIAL D | LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 JUIN 2024

LEDEVOIR

Changer la donne

Le dynamisme économique des membres des peuples autochtones est en forte croissance. Un développement qui repose évidemment sur des changements importants dans les politiques les concernant, en matière de financement notamment, mais qui s'accélère aussi grâce aux entrepreneurs qui se font de plus en plus nombreux au sein des différentes communautés. Ce premier cahier spécial consacré au développement autochtone, et publié à l'occasion du solstice d'été — lors duquel est célébrée depuis 1996 la Journée nationale des peuples autochtones —, s'intéresse aux projets et aux organisations que ces communautés développent, aux partenariats qu'elles créent et à la place grandissante qu'elles occupent dans une diversité de secteurs d'activité.



Les communautés autochtones prennent leur développement économique en main, comme les Innus de Pessamit (notre photo), qui se sont dotés l'an dernier d'un nouveau département de développement économique.

ED JONES ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

La réconciliation économique passe par de véritables partenariats

Le gouvernement et certaines entreprises participent à des partenariats d'exploitation et de transformation des ressources en copropriété avec les communautés autochtones. Cette avenue constitue l'une des facettes de la réconciliation économique, qui vise à rétablir des relations justes et équitables.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
COLLABORATION SPÉCIALE

En avril dernier, Kahsennenhawé Sky-Deer, grande cheffe du Conseil des Mohawks de Kahnawake, Michael Sabia, p.-d.g. d'Hydro-Québec, et Ian Lafrenière, ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit, étaient réunis sur le territoire mohawk de Kahnawake. Ils y ont signé des ententes qui feront du Conseil des Mohawks de Kahnawake et d'Hydro-Québec des copropriétaires de la ligne Hertel-New York une fois qu'elle sera mise en service, en 2026.

« Ce partenariat représente un exemple intéressant de réconciliation économique, bien que ses retombées concrètes ne se fassent sentir qu'au cours des prochaines années », soutient Alexandre Bacon, président-

fondateur et conseiller principal de l'Institut Ashukan.

Une économie à reconstruire

La réconciliation économique se rapporte à la possibilité pour les communautés autochtones de reprendre du pouvoir sur le développement de leur territoire et d'en tirer des bénéfices ainsi qu'à leur inclusion dans tous les aspects de l'activité économique du Québec. L'arrivée des colons européens a détruit les structures économiques que ces communautés avaient construites. Par la suite, des politiques et des lois, en particulier la Loi sur les Indiens, ont contribué à les exclure de pans entiers de l'économie nationale.

Jusqu'à maintenant, la réconciliation économique est souvent passée par le versement de paiements, voire de réparations, aux communautés autochtones pour des projets établis

sur leurs terres. En mai dernier, Hydro-Québec a signé des ententes pour le versement de plusieurs dizaines de millions de dollars avec le Conseil des Innus d'Unamen Shipu et celui des Innus de Pakua Shipi, afin de régler des différends au sujet de la centrale du Lac-Robertson, située sur la Côte-Nord.

L'octroi de contrats aux entreprises autochtones pour qu'elles participent à la réalisation des projets et l'entrée des communautés comme actionnaires et copropriétaires représentent d'autres figures de la réconciliation économique.

L'approche de la copropriété est chère au cœur d'Alexandre Bacon. « C'est l'occasion pour les communautés d'être des parties prenantes dans la manière dont le territoire est développé et de générer des revenus, précise-t-il. L'essor des Premières Nations passe par une autonomie

financière que les transferts fédéraux actuels ne leur permettent pas d'acquiescer. »

Son organisme offre des services de formation, de recherche et de conseils stratégiques sur les réalités autochtones afin d'accompagner les organisations qui le souhaitent dans leurs relations avec ces peuples. Dans les langues algonquiennes, le mot « *ashukan* » réfère d'ailleurs à un pont entre deux rives.

Les yeux sur l'énergie

Les communautés autochtones cherchent donc des occasions d'investissement à long terme. Plusieurs d'entre elles considèrent le secteur énergétique comme un filon intéressant, depuis déjà de nombreuses années. Au Lac-Saint-Jean, les élus de Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (qu'on nommait encore à cette époque le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean) ont fondé Hydro-Innu pour répondre à des appels d'offres d'Hydro-Québec dans les années 1990. Leur objectif était de générer leurs propres revenus pour surmonter la dépendance aux subventions gouvernementales.

VOIR PAGE D 2 : RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE



L'obstacle du financement

RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE

SUITE DE LA PAGE D 1

Ils se sont rapidement heurtés à l'obstacle du financement. Le coût de réalisation du premier projet, la minicentrale hydroélectrique Minashtuk, sur la rivière Mistassibi, s'élevait à 25 millions de dollars. Une somme qu'ils auraient pu tenter d'obtenir par l'entremise de prêts à haut taux d'intérêt. La communauté a plutôt noué un partenariat avec Hydro-Québec pour la construction ainsi que la mise en service de l'installation, qui s'est faite en 2000. Depuis, des partenariats ont été conclus avec des MRC de la région pour d'autres minicentrales.

« C'était un peu les balbutiements d'une approche appelée à prendre de plus en plus d'ampleur », indique le président de l'Institut Ashukan. Les communautés autochtones ne s'intéressent pas qu'à l'hydroélectricité. Depuis plusieurs années, elles s'activent du côté de l'éolien. Les Innus développent d'ailleurs le parc éolien Apuiat, en partenariat avec Boralex, un projet de 200 mégawatts situé en partie sur le territoire traditionnel de la Première Nation d'Uashat mak Mani-Utenam.

Des entraves à lever

L'avenue des partenariats de copropriété est toutefois parsemée d'embûches. « L'accès au financement constitue l'un des principaux obstacles à la participation des communautés autochtones à des projets énergétiques d'envergure puisqu'elles ne possèdent pas énormément de capitaux », explique Alexandre Bacon. L'Administration financière des Premières Nations peut offrir des prêts à long terme à des taux avan-

tageux aux communautés autochtones qui ont obtenu la certification du Conseil de gestion financière des Premières Nations. Celle-ci témoigne du fait que la Première Nation emprunteuse a adopté des pratiques de gouvernance et de finances saines.

En 2024, le budget fédéral annonçait le lancement du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones, qui vise à favoriser l'accès au capital et à éliminer les obstacles à leur prise de participation dans des projets liés aux ressources naturelles et à l'énergie. L'Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et l'Ontario ont aussi ce genre de programme, qu'Alexandre Bacon aimerait bien voir au Québec.

L'Initiative pour la participation autochtone de la Banque de l'infrastructure du Canada aide aussi les communautés des Premières Nations, métisses et inuites à acheter des participations dans des projets d'infrastructure situés sur leurs territoires traditionnels.

La Loi sur les Indiens présente, quant à elle, des obstacles structurels majeurs, en particulier l'impossibilité de saisir des terres ou des entreprises individuelles en territoire autochtone. « À première vue, ça a l'air d'un avantage, mais dans les faits, ça limite grandement ce que les Premières Nations peuvent offrir comme garantie en échange d'un prêt », précise Alexandre Bacon.

Bien des efforts restent donc à faire, notamment sur le plan législatif, pour créer les conditions favorables à des partenariats équitables avec les communautés autochtones. « Le développement de l'économie autochtone ne se fait pas au détriment du reste de la population, assure le président de l'Institut Ashukan. Au contraire, il génère des retombées importantes dans l'ensemble de l'économie québécoise et canadienne. »

L'entrepreneuriat des Premières Nations et des Inuits prend son envol

L'économie autochtone génère plus de 30 milliards de dollars et devrait tripler au cours des prochaines années, selon la Banque Royale du Canada (RBC). Mais les entrepreneurs des Premières Nations et inuits doivent encore surmonter plusieurs défis. Portrait de la situation.

LEILA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

« Les peuples autochtones ont toujours été des gens de commerce. C'est ainsi que nous avons vécu durant plusieurs générations. Nous échangeons nos cadeaux contre ceux d'autres nations », résume Naomi Sarazin, directrice générale de Pow Wow Pitch. Cet organisme à but non lucratif soutient les entrepreneurs autochtones par le biais d'une plateforme collaborative. Ils œuvrent d'ailleurs dans des industries très variées, explique celle qui fait partie de la Première Nation des Algonquins de Pikwàkanagàn.

Au Québec, la croissance économique des Premières Nations a connu un important essor, constate le directeur général de Tourisme Autochtone Québec, Dave Laveau. Selon le membre de la communauté huronwendate, « on voit de plus en plus de collectivités autochtones qui sont présentes, notamment dans le développement énergétique du Québec, que ce soit l'hydroélectricité, l'éolien. Ce sont des pans de l'économie où on était quasi-absents il n'y a pas tellement longtemps ».

Une croissance plus grande

La RBC rapporte que le nombre d'entrepreneurs autochtones connaît une croissance cinq fois plus rapide que chez le reste des travailleurs autonomes au Canada.

M. Laveau n'est pas étonné de ces chiffres. Rien qu'au Québec, en tourisme, on comptait 103 sociétés de propriété autochtone en 2003. En 2016, ce nombre est passé à 223. « On est très optimistes d'atteindre un nombre de 300 d'ici 2027 », se réjouit-il.

« Sur le terrain, de plus en plus d'Autochtones sont formés, outillés, diplômés. Cela fait en sorte qu'il y a plus de gens qui créent des entreprises, mais aussi plus d'employés, de professionnels, de techniciens pour travailler dans ces mêmes entreprises. Et ce, qu'elles soient privées ou communautaires », croit-il.

Toutefois, la mise sur pied et le maintien de ces organisations viennent avec leur lot de défis. Rappelons qu'en vertu de l'article 89 de la Loi sur les Indiens, les biens situés sur une réserve sont insaisissables.

« Et c'est ce qui a beaucoup retardé le développement des entreprises autochtones », estime M. Laveau. Ainsi, les banques, les caisses et les prêteurs traditionnels sont davantage réticents à l'idée de proposer du financement en raison de cette loi. « Ils sont frileux, bien sûr, pour une question de gestion de risques », illustre le directeur général. Il rappelle toutefois la création d'institutions telles que les sociétés de crédit commercial autochtone. « Elles arrivent avec des lunettes et une compréhension différentes. C'est ce qui explique à mon avis qu'aujourd'hui on est un peu mieux outillés », croit M. Laveau.

M^{me} Sarazin abonde en ce sens. Ailleurs au pays, l'obtention de capitaux pour se lancer en affaires reste le principal défi. Elle souligne que Pow Wow Pitch organise chaque année une compétition destinée aux entrepreneurs autochtones. Ces dernières peuvent gagner plusieurs récompenses en argent, dont un grand prix de 25 000 dollars pour les soutenir dans leur projet.

Établir des ponts

Pour M^{me} Sarazin, la plus grande répercussion des entreprises autochtones est celle sur leurs familles, qui peuvent ainsi subvenir aux besoins de leurs proches et de leur communauté. « Ces entrepreneurs créent des occasions d'emploi pour que des gens puissent travailler au sein de leur projet. » Pour la directrice générale, l'économie autochtone permet

aussi d'établir des ponts entre Autochtones et allochtones. « En encourageant les peuples autochtones et les entrepreneurs, il y a cette réconciliation économique. Et vous soutenez l'authenticité. »

Si la notion d'entrepreneuriat vient généralement avec celle de profit, les Autochtones portent davantage attention aux effets non économiques de leur initiative, observe M. Laveau. « Être au service du communautaire, c'est ça, la recette de l'économie autochtone, croit-il. Ces éléments font partie des raisons pour lesquelles on est en forte croissance, parce que c'est pour le compte d'autre chose. »

Développement durable, économie circulaire ou sociale, ces concepts étaient d'ailleurs déjà au cœur des priorités des communautés autochtones depuis fort longtemps, souligne M. Laveau. Des pratiques qui influencent désormais d'autres entreprises.

« On n'est plus à l'étape où l'on devrait s'inspirer des Premières Nations ou de leur philosophie. Je pense qu'on est dans l'action. En matière sociale et environnementale, la question du développement durable fait maintenant partie non seulement des discussions publiques, mais aussi des plans, des décisions, des changements opérés par les gouvernements. Et ça, ça nous ramène à l'ADN autochtone. »

« Être au service du communautaire, c'est ça, la recette de l'économie autochtone »



Le 4 août 2023, plus de 20 entrepreneurs ont présenté leur projet lors du 2023 Kamloopa Pow Wow Pitch à Kamloops, en Colombie-Britannique.

MARY PUTNAM POUR POW WOW PITCH

Vois grand et viens bâtir ta carrière avec nous

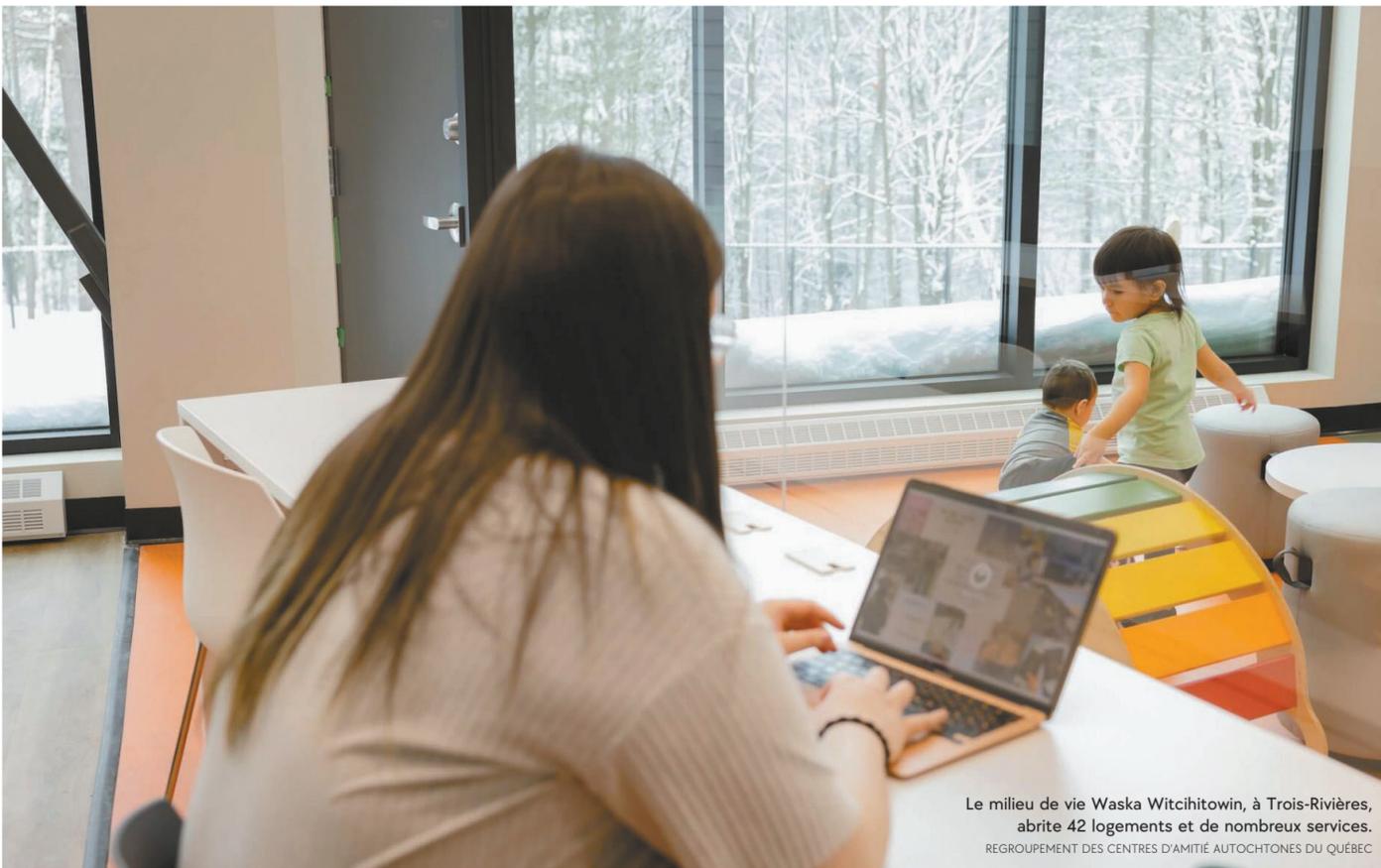
Tshitapata Kutak, ashtam tutamatish tshitassuen ashit ninan



ArcelorMittal



mines-infrastructure-arcelormittal.com



Le milieu de vie Waska Witcikitowin, à Trois-Rivières, abrite 42 logements et de nombreux services. REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC

De nouveaux milieux de vie pour étudiants autochtones

Deux résidences étudiantes uniques en leur genre ont ouvert leurs portes cette année respectivement à Sept-Îles et à Trois-Rivières, ouvrant la voie à des projets similaires ailleurs au Québec. La formule vise à faciliter l'accès au logement ainsi que la persévérance scolaire des personnes autochtones.

MIRIANE DEMERS-LEMAY
COLLABORATION SPÉCIALE

Quelques dizaines d'étudiants ont déjà emménagé. Certains sont seuls, d'autres sont accompagnés de leurs enfants, de leur conjoint ou même, parfois, de leur grand-mère. « On est dans la phase de faire vivre un milieu de vie pour que les gens s'approprient, occupent les espaces communautaires, les cuisines collectives, les aires d'études, témoigne Tanya Sirois, directrice générale du Re-

groupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ).

Le milieu de vie Nutshimit, situé sur le campus du cégep de Sept-Îles, compte 32 logements de différentes tailles. À Trois-Rivières, le milieu de vie Waska Witcikitowin contient 42 logements. Les deux milieux, conçus après la consultation des communautés, offrent un accès à un Centre de la petite enfance. Ils sont aussi pourvus d'espaces communs comme des cuisines collectives, des lieux d'études, des salles d'activités physiques, des aménagements consa-

crés aux activités culturelles ou des aires extérieures. Ils ont été bâtis par la Société immobilière du RCAAQ, avec le soutien de divers partenaires financiers comme les gouvernements du Québec et du Canada et la collaboration de plusieurs institutions d'enseignement.

En 2019, le gouvernement québécois a confié aux centres d'amitié la mission de mener à bien des projets pilotes pour l'hébergement des étudiants, explique Tanya Sirois. « [On s'est demandé] quels étaient les obstacles qui faisaient en sorte qu'il y avait peu d'étudiants [autochtones] faisant des études postsecondaires dans la province. Le logement était déjà un obstacle majeur. »

« Toute la question de racisme et de discrimination entre en ligne de compte si tu as un accent ou un nom de famille autochtone, soupire la leader d'origine innue concernant les défis accrus, pour les étudiants au-

« On a une centaine de personnes en attente à Sept-Îles, et une autre centaine à Trois-Rivières. Les listes d'attente, ça confirme qu'il y avait un réel besoin. »

tochtones, de se trouver un toit dans un contexte de crise du logement. Le projet à Sept-Îles a d'ailleurs soulevé des tensions parmi des citoyens qui s'opposaient à l'établissement du lieu dans leur quartier, illustre M^{me} Sirois. Finalement, le projet a bénéficié d'un terrain fourni par le Cégep de Sept-Îles.

Mais le logement est loin d'être le seul obstacle dans l'obtention de diplômes postsecondaires. « Imaginez une maman qui habite dans une communauté ; elle arrive en ville et elle n'a pas de services de garde, donne en exemple M^{me} Sirois, qui explique que la plupart des étudiants autochtones qui souhaitent poursuivre leurs études sont des mères seules ou célibataires ayant deux ou trois enfants.

« On met un filet de sécurité sociale pour s'assurer qu'on arrive avant un décrochage scolaire », résume la leader innue sur la formule qui s'adapte aux besoins de chaque communauté.

Des besoins criants

À Sept-Îles, 26 logements sur 32 sont déjà occupés, calcule Laurent Odjick, directeur général de la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Selon ce dernier, les deux milieux de vie devraient être au maximum de leur capacité dès le début de l'été, à la suite d'un processus de sélection.

« On a une centaine de personnes en attente à Sept-Îles, et une autre centaine à Trois-Rivières, estime-t-il. Les listes d'attente, ça confirme qu'il y avait un réel besoin en milieu urbain. »

De fait, deux autres milieux du même genre sont sur le point de voir le jour sur le campus de l'Université Laval à Québec, ainsi qu'à Chibougamau. Les premières pelletées de terre sont d'ailleurs prévues cet automne, révèle Laurent Odjick. Celui-ci ajoute que la SIRCAAQ est en discussion avec d'autres villes qui aimeraient avoir leur propre milieu de vie, comme Montréal, Gatineau et Chicoutimi. Avec la pénurie de la main-d'œuvre et l'explosion des coûts de construction, la Société immobilière tente de rassembler des fonds pour porter sa mission, explique M. Odjick.

« Si on peut tracer les sentiers pour d'autres projets, pour de l'hébergement abordable pour les familles, renchérit Tanya Sirois, je trouve que ces projets-là sont des ambassadeurs de la lutte contre le racisme et la discrimination. Cela a une retombée, les gens qui vont à l'école ! Quand on devient infirmier ou ingénieur, on contribue au développement de la ville, mais aussi du Québec. »

« [L'idée] c'est d'avoir des réponses systémiques et un spectre d'actions qui va toucher plusieurs facettes des enjeux que vont rencontrer les Autochtones, ajoute Tanya Sirois avec conviction. C'est ainsi qu'on va pouvoir briser des cycles de vulnérabilité qui perdurent. »

Des universités partenaires des communautés

En partenariat avec des Premières Nations, l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pilotent des projets qui valorisent les savoirs et les réalités de ces communautés. Portrait de trois projets dans les secteurs de l'éducation et de l'industrie minière.

ROXANNE BÉLAI
COLLABORATION SPÉCIALE

Le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) a récemment créé une formation de base en enseignement en milieu autochtone pour les enseignants sans brevet d'enseignement, mais titulaires de classes dans une communauté. Sans mener au brevet, cette formation s'inspire des compétences professionnelles du ministère de l'Éducation du Québec tout en se modelant à la vision du CEPN.

« L'UQAC a manifesté au CEPN son intérêt à reconnaître cette formation en accordant trois crédits pour un cours optionnel aux étudiants qui, après l'avoir terminée, poursuivent dans un programme d'enseignement menant au brevet à l'UQAC », explique Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs du CEPN. Avec cette initiative, l'UQAC, première université à reconnaître cette formation, souligne l'expertise du CEPN en éducation en milieu autochtone.

Par l'entremise du Centre Nikanite, qui a notamment le mandat d'assurer la formation universitaire des Autochtones du Québec, l'UQAC est également la seule université, avec l'UQAT, à offrir des programmes en enseignement menant au brevet réservés à des cohortes entièrement autochtones. Ces programmes sont



Une enseignante de la communauté de Kitcisakik avec une de ses élèves. CONSEIL EN ÉDUCATION DES PREMIÈRES NATIONS

« une belle continuité de la formation du CEPN », indique Danielle Rousselot, cheffe des relations avec les Premières Nations de l'UQAC.

Formation des enseignants

Fruit d'une collaboration entre l'UQAC, l'UQTR et l'UQAT et impliquant des membres des Premiers Peuples, le projet Mobilisation et valorisation de savoirs, réalités et perspectives autochtones dans la formation des enseignants souhaite mettre en commun l'expertise de ces universités en matière de formation à l'enseignement et à la psychoéducation consacrée aux communautés autochtones pour l'intégrer à la formation de tous les programmes en enseignement. « Comme beaucoup d'étudiants autochtones fréquentent nos institutions, nous avons développé des connaissances que nous souhaitons partager avec les professeurs pour qu'ils les intègrent, volontairement, à la formation initiale à l'enseignement », mentionne Christine Couture, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'UQAC.

Enrichir ainsi les formations des futurs enseignants allochtones est l'occasion de développer leur sensibilité à la culture des Premiers Peuples. « Ils seront plus aptes à accompagner les élèves autochtones dont ils ont la charge et contribueront plus facilement à vaincre les préjugés et le racisme. »

Ce projet, qui bénéficie d'une subvention de près de 440 000 \$ du ministère de l'Enseignement supérieur, contribuera également à la formation d'enseignants autochtones « fiers de transmettre leur langue et leur culture auprès des jeunes de leur communauté », ajoute la professeure.

Le directeur du CEPN Denis Gros-Louis accueille cette nouvelle avec joie, mais aussi avec l'espoir que ce projet trace le chemin vers l'intégration officielle de la compétence 15 du référentiel de compétences professionnelles à l'enseignement dans la formation initiale à l'enseignement, compétence qui vise à valoriser et à promouvoir les savoirs, la vision du monde et l'histoire de la culture autochtone.

Mettre sur pied des entreprises anichinabées

Buanderies, traiteurs, services de forage et de géophysique, les services que nécessite une minière pour fonctionner sont nombreux. En Abitibi-Témiscamingue, « même si les minières veulent de plus en plus octroyer des contrats à des fournisseurs de services anichinabés, les occasions pour le faire semblent limitées », souligne Joanie Caron, professeure à l'École d'études autochtones de l'UQAT et chercheuse principale dans le projet Stratégies de création d'entreprises de services anichinabés dans le secteur minier.

Ce projet de trois ans, impliquant Développement économique Canada pour les régions du Québec, Services aux Autochtones Canada, Sayona et les communautés anichinabées de Pikogan et du Lac-Simon, vise à répondre à cette demande en accompagnant les communautés participantes à mettre sur pied des entreprises de services répondant aux besoins de l'industrie minière, aidant du même coup à minimiser les écarts en emploi entre Autochtones et allochtones. Le projet souhaite également maximiser les retombées économiques au sein des communautés autochtones puisque, même si l'Abitibi-Témiscamingue est une des principales régions minières au Québec, « il y a eu moins de retombées pour les communautés anichinabées historiquement que dans d'autres principales régions minières au Québec », affirme la chercheuse.

À travers des étapes, qui vont de l'évaluation des facteurs de réussite liés à la création d'entreprises autochtones au démarrage concret d'entreprises, le projet renforcera les relations entre les communautés et l'industrie minière. La chercheuse principale s'attend aussi à ce que les résultats soient transférables à d'autres communautés des Premières Nations et à d'autres régions. « Nos objectifs vont être atteints selon ce que les communautés participantes souhaitent réaliser. À l'École d'études autochtones, nos projets concordent avec leurs intérêts », conclut-elle.

Valoriser les savoirs et le rôle des femmes

Depuis des millénaires, les femmes autochtones sont des porteuses de savoirs et des gardiennes du territoire. Environ 150 d'entre elles, issues de différentes nations, générations et professions, se sont réunies pour échanger et définir leurs actions à venir, lors du Grand Sommet organisé dans le cadre du 50^e anniversaire de Femmes autochtones du Québec (FAQ), au mois de mai dernier. L'organisme défend les droits des femmes autochtones et promeut la non-violence, la justice, l'égalité ainsi que la santé pour toutes.

PASCALINE DAVID
COLLABORATION SPÉCIALE

« Cela nous paraissait important de revenir sur notre action lors du Grand Sommet, lance la présidente de Femmes autochtones du Québec, Marjolaine Étienne. Il y avait un vrai besoin de revisiter le passé tout en prenant conscience des réalités d'aujourd'hui afin de déterminer notre action pour l'avenir. » Cet espace d'écoute, d'échange et d'apprentissage a permis de dégager les quatre grands axes d'intervention prioritaires de FAQ. Ce sont le leadership et la gouvernance, la culture et l'identité, le territoire et les changements climatiques ainsi que le développement socioéconomique.

Présidente depuis 2021, M^{me} Étienne croit fermement en l'autonomisation des femmes autochtones. Elle a co-créé un programme spécifiquement consacré au leadership, avec l'École des dirigeants des Premières Nations d'HEC Montréal. « Il reste encore beaucoup de travail pour améliorer les conditions de vie des femmes autochtones et mettre en lumière leur implication dans les communautés, ajoute-t-elle. FAQ est une actrice incontournable pour cela, grâce à la richesse de son expertise. »

Marjolaine Étienne se réjouit de la présence grandissante d'alliés dans la société québécoise. La découverte des restes d'enfants autour de l'ancien pensionnat autochtone de Kamloops a marqué un tournant. « Cela a été très difficile, témoigne-t-elle, sans trouver les mots exacts

pour décrire l'émotion ressentie. Ça a déclenché une prise de conscience individuelle et collective et cela a ouvert la discussion sur d'autres questions liées aux femmes autochtones. » Il semble aujourd'hui important de favoriser les réussites et réalisations des communautés. En particulier les femmes, qui ont besoin de modèles pour oser prendre leur place.

Luttes environnementales

Melissa Mollen Dupuis, autrice innue, réalisatrice, animatrice de radio et militante pour les droits des Autochtones, en est un excellent exemple. Elle est connue pour son engagement dans le mouvement Idle No More (Jamais plus l'inaction), déployé en réaction à la loi omnibus C-45 du gouvernement Harper, adoptée en 2012, et qui menaçait la protection de l'eau sur le territoire. « Ça a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, se souvient-elle. Cela a enclenché ma réflexion sur le racisme environnemental, les projets développés sur des territoires autochtones sans leur consentement libre et éclairé. » Idle No More a d'ailleurs été mené principalement par des femmes autochtones, car la protection de l'eau est une de leurs responsabilités depuis des millénaires.

« Chez nous, quand ça va très mal, ce sont les mères et les grands-mères qui se mobilisent », poursuit Melissa Mollen Dupuis. Historiquement, les femmes — et particulièrement les grands-mères chez les Innus — étaient centrales dans la cohésion des villages. Leurs savoirs botaniques



Marjolaine Étienne, présidente de Femmes autochtones du Québec PHOTO FOURNIE PAR L'ORGANISATION

et médicinaux étaient, par ailleurs, essentiels. Chez les Iroquoiens, les femmes les plus âgées et les plus expérimentées — les mères de clans — choisissaient les hommes qui formaient le gouvernement. Les lois coloniales ont fait disparaître ce rôle, transformant notamment la façon de sélectionner les dirigeants.

« En s'impliquant, les femmes autochtones reprennent une position de leadership qui n'a rien à voir avec le pouvoir ou la gloire, mais avec le bien-être des communautés, ajoute Melissa Mollen Dupuis. La colonisation, le racisme et le sexisme les ont trop longtemps exclues et dévalorisées. » Le 28 mai dernier, elle a d'ailleurs participé à une discussion avec l'anthropologue abénaquise Nicole O'Bomsawin, animée par Widia Larivière, directrice et cofondatrice de Mikana, un organisme qui promeut le dialogue entre allochtones et Autochtones.

Décoloniser les esprits

Avant la colonisation, les communautés autochtones ont vécu en circularité et en harmonie avec le territoire. « Notre modèle traditionnel comprend que la planète a des ressources finies et la responsabilité que cela implique, c'est-à-dire qu'on n'a pas de voisins sur Mars pour nous dépanner d'une tasse de sucre, illustre Melissa Mollen Dupuis avec humour. Réautochtoniser les savoirs profiterait à tout le monde, à l'inverse du colonialisme qui favorise un groupe spécifique. »

« Chez nous, quand ça va très mal, ce sont les mères et les grands-mères qui se mobilisent »

Ces savoirs ancestraux doivent être considérés comme des sciences à part entière, issues d'observations précises et partagées. Les travaux de chercheuses et chercheurs autochtones et les connaissances issues des communautés en général tendent à être de plus en plus intégrés aux sciences occidentales. L'Organisation des Nations unies (ONU), dans un rapport scientifique, a reconnu les bénéfices d'une gestion autochtone des aires protégées pour favoriser la biodiversité et la santé des forêts.

Melissa Mollen Dupuis estime fondamental de trouver des manières de réconcilier les savoirs et de repenser les structures de pouvoirs pyramidales. À travers l'éducation des plus jeunes et la sensibilisation du public, elle s'est donné pour mission d'outiller les futures générations afin que ses enfants — et tous les autres — puissent continuer à habiter « l'île de la Tortue ».

présente

VOIX AUTOCHTONES D'AUJOURD'HUI

Savoir • Trauma • Résilience

« Imagine une exposition qui propose une véritable rencontre entre les 11 nations autochtones et le Québec, entre toi et moi, entre nous. »

—Aïcha Bastien N'Diaye

Achetez votre billet en ligne et économisez 2 \$



Panasonic



MONTREAL GAZETTE



Montréal

Québec



Musée McCord Stewart Montréal

Stanley Vollant, la voix du changement

Seul Autochtone invité à siéger au conseil d'administration de la nouvelle agence Santé Québec, Stanley Vollant entend bien profiter de sa nomination pour donner de la voix et améliorer l'accès aux soins des Premiers Peuples. Un sacré défi que le médecin-conseil est prêt à relever en s'attaquant, entre autres, au cas épineux de la sécurisation culturelle.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

Le 22 mai dernier, le médecin innu de la communauté de Pessamit s'est vu confier de nouvelles responsabilités. Déjà membre de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, Stanley Vollant a rejoint le conseil d'administration de Santé Québec, la nouvelle agence placée sous la direction de Geneviève Biron. Fort de cette nomination comme de sa grande expérience du terrain, le premier chirurgien autochtone au Québec compte bien poursuivre ses efforts pour améliorer l'accessibilité des Premiers Peuples aux soins de santé et services sociaux.

« Je veux m'assurer que leur voix soit entendue au conseil d'administration, dit-il. Mon rôle va être de placer la sécurisation culturelle au centre de tous les changements que l'on va proposer. » Le D^r Vollant a bien conscience de l'immensité de la tâche qui l'attend pour rétablir notamment le lien de confiance entre les Premières Nations et les centres hospitaliers de la province. « Aussi longtemps que je m'en souviendrai, les Autochtones ont toujours eu peur d'aller à l'hôpital. Cette méfiance-là ne date pas de Joyce Echaquan, ça remonte à bien plus loin », témoigne-t-il.

La sécurisation culturelle

Développée en Nouvelle-Zélande dans les années 1980, en réponse aux discriminations subies par les Maoris dans le système de santé allochtone, la sécurisation culturelle représente assurément un modèle de réconciliation pour les Autochtones, au Québec comme ailleurs. « Je vais être un fervent défenseur de ce concept au niveau de Santé Québec », assure le D^r Vollant. « Les mots "sauvages" et "kawish", on les entend encore malheureusement à l'hôpital. Il y a un besoin important d'insuffler de la sécurisation culturelle dans notre système de santé. »

Le chirurgien âgé de 59 ans est le premier à le reconnaître. Il va falloir sans doute des années pour que les Premières Nations se sentent bienvenues et traitées sur un pied d'égalité dans nos hôpitaux. « Il faut rétablir une relation de confiance brique par brique », insiste Stanley Vollant qui navigue dans le système de la santé depuis 35 ans. « Cela passe par l'éducation du personnel, des médecins, infirmières et auxiliaires. Mais accueillir la personne en lui disant simplement "bonjour" dans sa langue et en lui tendant la main, ça rentre aussi dans la sécurisation culturelle. »

Un pas après l'autre

Lancé en 2008, le Programme des facultés de médecine pour les Pre-



Stanley Vollant
RODOLPHE BEAULIEU

Une première clinique de santé familiale culturellement sécurisante à Montréal

Avant même la nomination de Stanley Vollant au conseil d'administration de Santé Québec, Montréal Autochtone a ouvert, le 12 avril dernier, la première clinique de santé familiale culturellement sécurisante de la région métropolitaine. L'établissement a affirmé sa volonté de proposer des soins de santé répondant aux besoins holistiques et culturels des Autochtones, tout en agissant main dans la main avec les services publics existants. « Ces cliniques sont absolument nécessaires, car il y a une augmentation de la population autochtone vivant en milieu urbain », souligne le D^r Vollant.

« C'est une bonne chose pour ces personnes qui n'ont pas de médecins de famille et qui sont déconnectées de leur communauté, poursuit-il. Ces cliniques sont encore sous-développées au Québec. Il ne faut pas hésiter à regarder chez nos voisins de l'Ontario où elles existent depuis plus de 20 ans. Il faut s'en inspirer pour les adapter aux réalités du Québec. »

mières Nations et les Inuits au Québec a porté ses fruits en permettant à de plus en plus d'étudiants autochtones de suivre des formations en médecine. Ce qui n'a pas toujours été forcément le cas. « Quand je suis entré en médecine en 1984, il y avait

seulement cinq ou six médecins autochtones au Québec », se souvient le D^r Vollant. « Ça a été des premiers pas difficiles pour nous. Et on pousse aujourd'hui pour avoir toujours plus d'Autochtones dans les milieux de la santé. »

« Les Autochtones ont toujours eu peur d'aller à l'hôpital. Cette méfiance-là ne date pas de Joyce Echaquan, ça remonte à bien plus loin. »

En formant plus de personnel issu des Premiers Peuples, on lutte contre la pénurie de médecins qui frappe cruellement les communautés. Et on contribue, dans le même temps, à instaurer un climat culturellement sécurisant. Tout du moins dans certaines limites. « C'est sûr que ça va aider, mais ça va toujours être insuffisant », nuance ainsi Stanley Vollant. « Nous ne sommes pas assez, et on va toujours avoir besoin des autres. Les autres doivent être ouverts, respectueux et mieux nous connaître. Ça va être un long chemin. Mais il faut y aller un pas à la fois. »

Revitaliser les langues autochtones

Malgré les défis, quelques initiatives locales et régionales veillent à leur diffusion, à leur apprentissage et à leur protection

JEAN-BENOÎT NADEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

« Le Québec compte 69 écoles autochtones des centres d'amitié autochtones, présents dans au moins 14 villes, qui agissent également pour la transmission des savoirs et en particulier des langues », dit l'anthropologue Carole Lévesque, professeure titulaire à l'INRS et responsable de DIALOG, un réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones créé en 2001.

En 2018, le réseau DIALOG a créé l'Alliance Kapakan, qui s'intéresse plus particulièrement aux questions éducatives, notamment aux langues. Grâce au soutien de la Fondation Lucie et André Chagnon, cet organisme a tenu une quinzaine d'ateliers et, plus récemment, un deuxième forum qui a réuni une cinquantaine de participants. « On parle beaucoup de la langue comme d'une question de droits, mais les initiatives en éducation ne sont absolument pas connues », note la professeure.

Frances Mowatt participe aux activités de l'Alliance Kapakan depuis deux ans. Enseignante à l'école Migwan dans la communauté de Pikogan, près d'Amos, en Abitibi, elle a découvert Kapakan par sa sœur Julie, qui siège au comité d'orientation stratégique et scientifique de l'Alliance. « J'ai beaucoup profité des échanges, notamment pour trouver des trucs, et passer les nôtres », dit-elle.

Inverser la tendance

Selon Carole Lévesque, il est très difficile de faire des généralisations sur l'état des 11 langues autochtones au Québec. Le cri, l'inuktitut, le naskapi et l'attikamek profitent d'un taux de transmission très élevé. À l'inverse, le huron, le malécite, le mohawk, l'abénaquis sont très menacés ou quasi éteints. Entre les deux, il y a l'anichinabé, l'innu et le micmac, dont la santé varie selon les communautés et les générations.

Frances Mowatt donne quelques chiffres sur la situation à Pikogan, qui compte environ 650 résidents.



En 2018, le réseau DIALOG a créé l'Alliance Kapakan, qui s'intéresse notamment à la transmission des langues autochtones. Grâce au soutien de la Fondation Lucie et André Chagnon, cet organisme a tenu une quinzaine d'ateliers et, plus récemment, un deuxième forum.
PHOTO FOURNIE PAR DIALOG

« Chez les 55 ans et plus, presque tous [parlent l'anichinabé]. Mais chez les 35-55 ans, ça tombe à la moitié, puis au quart chez les 18-35 ans, et 10 % chez les plus jeunes. Heureusement, les enfants le comprennent encore beaucoup, on mise là-dessus. Mais le manque de vocabulaire des parents est un défi. »

Elle fait partie d'un comité d'aînées et d'anciennes enseignantes qui s'est constitué en une sorte de commission de terminologie : elles se

rencontrent une fois par mois afin de moderniser la langue anichinabée. « Notre langue est très imagée, mais il nous manque plein de mots. À chaque rencontre, on explore un thème : les animaux sauvages, les animaux de la ferme, la nourriture, etc. », raconte Frances Mowatt, qui travaille à constituer un petit dictionnaire visuel de 2000 mots.

Le type d'initiatives varie beaucoup selon la communauté et la langue, explique Carole Lévesque. Chez les

« On parle beaucoup de la langue comme d'une question de droits, mais les initiatives en éducation ne sont absolument pas connues »

Innus de Pessamit, sur la Côte-Nord, où l'on parle beaucoup la langue, la communauté se mobilise en mars, lors du Mois des langues autochtones, pour organiser une programmation dense de concours, de dictées et d'activités autour de la langue. Du côté de Uashat-Maliotenam, à Sept-Îles, on organise plutôt des séjours sur le territoire pour faire découvrir aux jeunes les sentiers de portage, les rivières et leur faire pratiquer le vocabulaire. Côté attikamek, le Centre d'amitié autochtone de La Tuque explore la possibilité de faire plus de place à la langue dans les écoles du centre de services scolaire.

Favoriser la persévérance scolaire

Frances Mowatt explique que sa communauté mise fortement sur la langue et la culture pour assurer la persévérance scolaire — et vice-versa. Depuis que Pikogan a pris en charge l'éducation en 1980, l'école primaire Migwan accueille 92 à 110 enfants selon les années. Le programme est principalement en français, mais les enfants reçoivent deux heures et demie en anichinabé chaque semaine. « Mais il nous faut tout faire. Les cahiers d'exercices, les livres, on ne peut rien commander. »

La langue évolue parce que les communautés évoluent, en particulier vers la ville. « Depuis 25 ans, la tendance est continue. La moitié des 1200 municipalités ont une présence autochtone avec des proportions appréciables dans plusieurs villes, dont Québec, Val-d'Or », dit Carole Lévesque. Dans la région métropolitaine de Montréal, le chiffre serait d'environ 34 000, rapporte le Réseau de la communauté autochtone à Montréal. Pour La Tuque, on en serait à 23 % de la population selon Statistique Canada. Cosignataire en 2015 d'une importante synthèse des connaissances sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves autochtones, elle ajoute : « Quand on est rendu dans des proportions pareilles, ça prend des politiques. On ne peut plus compter sur les aménagements à la pièce. »

Elle salue les enseignantes qui font des efforts louables dans ce sens, mais elle déplore le fait qu'elles soient rarement soutenues par leurs collègues, la direction scolaire ou celle du Centre de services scolaire. « Ça prend une politique interne d'accueil des élèves autochtones, ça prend une approche pédagogique, du matériel, des actions de la hiérarchie. La connaissance de la langue et de la culture autochtones ne suffit pas. »

20 ans de cinéma pour le Wapikoni mobile

Faire un film en seulement un mois ? Il n'y a peut-être que le Wapikoni mobile pour réaliser pareil exploit. Depuis maintenant deux décennies, l'organisme fondé par la cinéaste Manon Barbeau nourrit la persévérance de jeunes Autochtones et élargit leurs horizons en les initiant aux métiers du cinéma... en accéléré !

MARIE-JOSÉE R. ROY
COLLABORATION SPÉCIALE



Le Wapikoni Mobile fait une douzaine d'escalas par année avec ses studios ambulants.
WAPIKONI MOBILE

Le Wapikoni mobile a vu le jour en 2004. La réalisatrice et scénariste Manon Barbeau travaillait sur un projet avec des jeunes d'une communauté attikamek de Wemotaci, lorsqu'est survenu le décès d'une participante du groupe, nommée Wapikoni. Un tragique événement qui a quelque peu découragé ses comparses de poursuivre l'aventure entamée, mais qui a poussé M^{me} Barbeau à créer une collaboration plus large avec la jeunesse autochtone, en utilisant le cinéma comme véhicule.

« C'était beaucoup, au début, axé sur l'intervention sociale, parce qu'à l'époque, il y avait énormément de situations problématiques avec les jeunes, beaucoup de suicides, des difficultés de cette envergure-là. Les jeunes avaient parfois peu de choses à faire dans les communautés, et peu de places pour s'exprimer », raconte Véronique Rankin, directrice générale de l'organisation depuis octobre 2021, elle-même membre de la communauté autochtone de Pikogan, là où le Wapikoni a commencé ses activités.

Depuis, le Wapikoni mobile articule son mandat autour de ses escalas, c'est-à-dire l'arrêt de ses studios ambulants dans les communautés autochtones, selon des trajets bien définis. Déployés dans des roulottes, ces studios sont parfaitement équipés et fon-

ctionnels pour concevoir courts métrages et enregistrements musicaux et stimuler la création. Le Wapikoni effectue désormais une douzaine d'escalas par année, essentiellement concentrés en période estivale.

Honneurs et distinctions

Quand l'équipe du Wapikoni — cinq personnes par escala, dont des cinéastes mentors et des intervenants sociaux — débarque dans une communauté, c'est un joli mois de création qui s'enclenche, au cours duquel un soin particulier est apporté aux échanges avec les cinéastes en herbe et à « l'évacuation » de leurs émotions.

« On est un organisme à portes ouvertes, donc pas besoin de s'inscrire à l'avance, note Véronique Rankin. Parfois, des gens arrivent en ayant déjà des idées en tête ; d'autres fois, ils viennent simplement pour flâner, et décident finalement de faire un film [rires]. On était auparavant beaucoup axés sur la jeunesse autochtone, mais depuis cinq ou six ans, on voit beaucoup d'adultes et même d'ainés s'intéresser à nos activités. Des aînés qui veulent partager leur savoir peuvent proposer un film sur le tannage des peaux, par exemple. Nous, on accepte tout le monde ! »

L'impressionnant volume d'œuvres générées par le Wapikoni mobile se

chiffre à environ 50 à 70 courts métrages par année. L'artiste multidisciplinaire attikamek Catherine Boivin a notamment présenté *Anotota ickwaparim akosiin*, mitonné au Wapikoni, lors d'un rendez-vous cinématographique se déroulant parallèlement au Festival de Cannes. Le réalisateur innu Réal Junior Leblanc, qui a profité aussi du soutien du Wapikoni, a quant à lui été invité sur le plateau du film *Testament*, de Denys Arcand, où il a bénéficié d'un stage d'observation. Le chanteur Samian, l'autrice-compositrice-interprète Kamen et l'écrivaine Natasha Kanapé Fontaine sont aussi passés par le Wapikoni. Ce collectif a d'ailleurs récolté plus de 240 prix et mentions en deux décennies.

« Personnellement, en tant que personne autochtone, j'ai pris conscience de l'importance de la collection de films créés à travers les années. Plus de 1400 courts métrages ont été produits, 1400 histoires par et pour les Autochtones, destinées à leur monde. Au départ, le but était d'offrir un endroit aux jeunes pour qu'ils puissent s'affirmer ; 20 ans plus tard, on a une collection de 1400 courts métrages faisant foi de cet engagement des créateurs du Wapikoni mobile. Je n'ai pas fait de recherches exhaustives, mais c'est l'une des

seules collections de cette envergure au monde, de courts métrages autochtones, en différentes langues autochtones, disponibles également en français, en anglais et parfois en espagnol », s'enorgueillit Véronique Rankin.

Voilà l'une des richesses que souhaite célébrer le Wapikoni mobile pour ses 20 ans. Un rassemblement anniversaire, dont les détails seront bientôt dévoilés, aura lieu à l'automne. On y rappellera les faits saillants et les créations marquantes du « Wapi », comme l'indique M^{me} Rankin.

Répercussions sociales

Aux yeux de Véronique Rankin, les répercussions sociales du Wapikoni mobile sont indéniables. Des « diplômés » de cette école de cinéma en accéléré, comme Réal Junior Leblanc, ont déjà exprimé combien cette tribune d'expression « sans tabous et sans limites » leur avait donné un objectif auquel se raccrocher.

« Notre formule d'un mois est réfléchi en termes d'intervention. Quand un jeune entre dans la roulotte et commence un projet, on veut absolument qu'il le termine. C'est important pour les jeunes des communautés de voir qu'ils sont capables d'accomplir quelque chose de A à Z. En un mois, ça peut avoir un

gros impact sur la vie de quelqu'un. Après, des jeunes qui n'avaient jamais pensé faire un film peuvent se dire qu'ils sont capables de tout faire ! » [rires]

240

C'est le nombre de prix et mentions récoltés par le collectif d'artistes du Wapikoni mobile en deux décennies.

Dans l'avenir, le Wapikoni mobile souhaite professionnaliser sa démarche et propulser davantage la relève autochtone dans le développement du milieu audiovisuel, pour pallier la pénurie de main-d'œuvre, entre autres. L'accès à des communautés non joignables par la route — comme dans le Grand Nord — doit aussi être peaufiné, mentionne Véronique Rankin, en saluant au passage l'implication des communautés autochtones dans la mission du Wapikoni mobile.

INSTITUT
ASHUKAN



PUBLICITÉ

RÉCONCILIATION EN MARCHÉ : 10 ANS APRÈS, LE CANADA FACE AU DÉFI DE L'ACTION

Pour plus d'information, veuillez nous contacter à l'adresse :
info@institutashukan
ou au (877) 703-5513

En 2025, la Commission de vérité et de réconciliation du Canada soulignera les 10 ans du dépôt de son rapport final et de ses 94 appels à l'action. Un chemin considérable a été parcouru depuis 2015 et force est de constater qu'il reste encore bien des chantiers à réaliser avant de prétendre que les ponts sont reconstruits avec les peuples autochtones. C'est la mission que s'est donnée l'Institut Ashukan : par le biais de l'éducation, permettre à tous les acteurs de la société canadienne de mieux comprendre les gestes qu'ils peuvent poser pour contribuer à cette réconciliation.

Formations : devenez des acteurs de la réconciliation

En attendant que les jeunes générations de citoyens puissent bénéficier dans les cursus scolaires d'éléments leur permettant de mieux saisir les enjeux de la réconciliation, les citoyens et les organisations canadiennes peuvent compter sur des formations de qualité. Parmi celles-ci, Institut Ashukan propose, en ligne ou en personne, les éléments essentiels pour sensibiliser et mobiliser les acteurs de la société en vue d'opérer les changements nécessaires en vue d'une réconciliation et ce, à tous les niveaux.

Au cours des dernières années, l'Institut Ashukan a constaté que de nombreuses organisations Québécoises et Canadiennes se forment afin de mieux prendre en considération les réalités Autochtones. Des actions tangibles et des partenariats ont aussi vu le jour, contribuant à la diminution du fossé socio-économique, à la lutte contre toutes formes de discriminations systémiques et à une meilleure compréhension et mise en valeur de la richesse des cultures autochtones. Que ce soit au sein d'organisations gouvernementales, provinciales, fédérales ou municipales, dans les institutions d'enseignement et de recherche ou encore parmi les PME et les grandes

corporations, est apparue une réelle volonté de devenir acteurs de la réconciliation en contribuant à la mise en œuvre des appels à l'action et des recommandations issus des diverses commissions d'enquête. L'Institut Ashukan développe en continu de nouvelles formations et conférences adaptés aux besoins de tous les milieux, comme autant d'outils supportant cette mission.

Être accompagnés pour mieux progresser

Des dizaines d'organisations ont interpellé l'Institut Ashukan pour les accompagner dans leurs réflexions sur la mise en place de stratégies et de plans de réconciliation. Ceux-ci pouvant être liés à l'embauche de personnel autochtone, au développement de partenariats socio-économiques avec les communautés ou au développement d'énoncés de reconnaissance territoriale, le travail à faire implique de remettre en question plusieurs niveaux de nos relations en regard des réalités autochtones. Si le Québec s'est démarqué en étant la toute première province à signer un traité moderne à travers la convention de la Baie James et du Nord québécois, dont on soulignera le cinquantième anniversaire l'an prochain, un travail considérable reste à faire dans la reconnaissance des droits et l'instauration de relations gouvernementales harmonieuses.

Valoriser le savoir autochtone dans le milieu académique

L'Institut Ashukan constate également que de nombreuses universités au Québec ont mobilisé leurs efforts pour rattraper un certain retard vis-à-vis d'autres universités au

Canada en ce qui concerne les mesures d'accessibilité pour les étudiants autochtones, la formation des communautés universitaires, ainsi que dans la prise en compte des principes applicables à la recherche en contexte autochtone. Dans ce dernier domaine, le secteur recherche de l'Institut Ashukan a formé et a collaboré avec plusieurs équipes de recherche académiques et institutionnelles, autant dans les domaines de l'éthique que des méthodologies permettant de valoriser les savoirs autochtones ou encore du développement, du partage et de la gouvernance des données.

« En s'intéressant à la recherche collaborative en contexte autochtones, les chercheurs et chercheuses se conscientisent à l'importance d'adapter leur approche pour **respecter les droits, préoccupations et priorités des peuples autochtones**. Ils perçoivent également l'ampleur des défis à relever, nous sommes là pour les accompagner dans ce processus. »

Edith Bélanger

« En choisissant le nom de l'Institut Ashukan lors de sa création, je voulais pleinement refléter sa mission, qui réfère à **l'idée de pont entre les Nations et les organisations**. »

Alexandre Bacon

Essayez notre plateforme ! Profitez de 25% de réduction sur votre abonnement mensuel avec le code promo – **LeDevoir25** – valable jusqu'au **30 juin 2024**.



Ce contenu a été réalisé par l'Institut Ashukan. La rédaction du Devoir n'a pas été impliquée dans la production de ce contenu.



Les arts et les cultures autochtones de mieux en mieux reconnus

Au Québec, les artistes des Premiers Peuples semblent enfin jouir d'une place de choix dans le paysage culturel. Le travail d'Eruoma Awashish, de Jason Sikoak et de Taqralik Partridge, comme d'autres, s'est vu honorer cette année.

CAROLINE BERTRAND
COLLABORATION SSPÉCIALE

Eruoma Awashish, lauréate du Prix en art actuel du Musée national des beaux-arts du Québec 2025

« L'art, c'est un beau moyen de communiquer avec les gens, par les émotions, par le cœur. C'est pour ça que j'en fais », affirme en entrevue Eruoma Awashish, issue d'un père attikamek et d'une mère québécoise. Ayant grandi dans la communauté attikamek d'Opitciwan, en Haute-Mauricie, l'artiste ressent une appartenance viscérale à cette culture. Par ses créations, elle souhaite faciliter la compréhension des cultures des Premières Nations.

« J'essaie de communiquer les souffrances que notre peuple a vécues, mais pas en culpabilisant les gens, plutôt en les touchant droit au

cœur pour qu'ils comprennent ce qu'on a vécu et qu'ils ne soient plus dans le jugement », expose-t-elle, rappelant que l'histoire des Premières Nations, c'est aussi celle des Québécois, des Canadiens. « Quand les gens comprennent, c'est plus facile de nous faire une place dans la société. »

Elle affectionne particulièrement l'installation, transformant crânes, fourrure, plumes et autres matières issues de la chasse en création — aucun gaspillage des animaux, comme le prône sa culture. « On s'en nourrit, on s'en soigne, on s'en vêt : c'est une façon de les honorer, de leur montrer qu'on est conscients que l'on prend une vie. C'est un sacrifice que fait l'animal pour nourrir notre famille. » Et pour elle, l'esprit de l'animal continue de vivre à travers ses créations.

La résidente de Saint-Prime, au Lac-Saint-Jean, tout près de la communauté innue de Mashteuiatsh, estime que « les artistes autochtones

participent activement à l'éveil, à la résurgence de leurs peuples », les comparant aux guerriers ayant toujours existé au sein de leurs cultures. « On combat par l'art. On réussit à défendre nos convictions. »

Jason Sikoak, en lice pour le Prix Sobey pour les arts 2024 (catégorie Circumpolaire)

Nommer des techniques ou disciplines de prédilection n'est pas une tâche simple pour l'artiste inuit interdisciplinaire non binaire Jason Sikoak, établi à Montréal. Tout peut, en effet, se muer en matériau — son trouble du déficit de l'attention n'y est pas forcément étranger, confie l'artiste en entrevue.

Ni le fait d'avoir grandi dans la toute petite municipalité de Rigolet, à Terre-Neuve-et-Labrador, où l'artiste ne disposait pas toujours de papier ou de crayons. Ce n'est donc pas étonnant que Jason Sikoak ait exploré un éventail de techniques : bois, pierre, os, textile, dessin à la plume et à l'encre...

Au cœur de ses créations se dessinent les histoires de son peuple, ancestrales comme contemporaines. S'enchevêtrent spiritualité, colonialisme, environnement. Les matériaux, qui changent au fil du temps, se mettent au service des récits.

« C'est ma façon de me reconnecter à un passé qui s'est perdu, duquel même mon père se souvient peu, mais aussi une façon de vivre dans le monde actuel, fait aussi de mixité. Moi-même, je me sens hybride », raconte l'artiste, qui a conçu deux pièces pour la Monnaie royale canadienne.

Si les Inuits ont de tout temps raconté leurs histoires, Jason Sikoak estime qu'aujourd'hui, les gens les écoutent. « Je sens que l'art les fait revivre. La beauté d'une œuvre peut attirer quelqu'un et amorcer une discussion. »

Aux prises avec le syndrome de l'imposteur, l'artiste se réjouit que les gens aiment ses créations... et qu'elles lui permettent de se nourrir, son existence ayant déjà été très difficile. « L'art a toujours été là pour moi. Il a sauvé [ma vie] à plusieurs reprises, en me permettant d'exprimer des émotions horribles concernant ce que nous avons subi. »

Taqralik Partridge, en lice pour le Prix Sobey pour les arts 2024 (catégorie Circumpolaire)

Taqralik Partridge, née d'un père inuit et d'une mère écossaise, mène une carrière artistique sous le signe de la diversité. En effet, à ses yeux, « l'acte de création ne dépend pas

du médium, mais plutôt de l'habileté d'écouter le médium et de faire ce qu'il veut devenir », expose en entrevue la résidente d'Ottawa, qui a vécu quelques années entre la Norvège et le Canada.

« C'est la philosophie des sculptures inuites anciennes, mais c'est vrai pour toutes sortes de médiums. C'est pour ça que je travaille avec autant de médiums. Je ne vois pas de différences entre eux. »

Non seulement elle est artiste visuelle — en janvier dernier, elle a présenté sa toute première exposition solo —, mais elle est également écrivaine, poétesse de tradition orale et chanteuse de gorge. « J'ai toujours fait des vêtements inuits, du perlage, du dessin... », se souvient-elle.

Son œuvre décrit la vie et les expériences des Inuits dans le nord et dans le sud du Québec — peuple autochtone qui, bien qu'ayant ses cultures distinctes, partage à ses yeux moult expériences avec les Premières Nations. Ses créations traitent, entre autres, d'itinérance et d'injustice. « La société n'est pas conçue pour les Autochtones, elle a été faite pour qu'ils n'existent plus. »

Lorsqu'il est question de la place qu'occupent aujourd'hui les artistes autochtones sur la scène québécoise, Taqralik Partridge est sans détour : « Je pense qu'il y a beaucoup de travail à faire en matière de relations entre les Autochtones et non-Autochtones au Québec. Mais c'est bien qu'on veuille en discuter davantage. »



Seal Hunter (Chasseur de phoque) de Jason Sikoak, 2019 JASON SIKOAK

Vivre le monde.

Échanger, bâtir raconter...

ensemble.

Parce que l'histoire et les réalités contemporaines des Premières Nations font partie intégrante de notre société.



C'est notre histoire
Premières Nations et Inuit du XXI^e siècle

Présentée par Hydro-Québec

Partez à la rencontre des 11 nations autochtones qui habitent le territoire québécois en explorant leur réalité contemporaine à travers leur histoire, des récits et de magnifiques œuvres d'art.



Le Québec, autrement dit

Déambulez dans un grand parc et découvrez comment les rencontres de tout genre façonnent depuis toujours les gens qui habitent le territoire québécois, dans leur manière d'être et de vivre ensemble.

mcq.org



UNE EXPOSITION QUI TRACE LES LIENS INTIMES ENTRE TERRITOIRE ET TRANSMISSION, RACONTÉE PAR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUIT

LAISSEZ-NOUS RACONTER LE TERRITOIRE

JARDIN BOTANIQUE

DÈS LE 21 JUIN

ACHETEZ VOS BILLETS

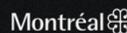
EN PARTENARIAT AVEC



Merci à la Fondation Espace pour la vie et à Rio Tinto.

Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente de développement culturel de Montréal.

espacepourlavie.ca





ÉCOLE DES DIRIGEANTS
DES PREMIÈRES NATIONS

PROPULSÉE PAR



UNE ÉCOLE POUR ET PAR LES PREMIÈRES NATIONS

L'École des dirigeants des Premières Nations (EDPN) offre des programmes de formation en leadership qui ont été spécifiquement développés pour répondre aux besoins des Premières Nations.

PROGRAMMES CONÇUS POUR LES LEADERS ACTUELS
ET LA RELÈVE DES PREMIÈRES NATIONS.

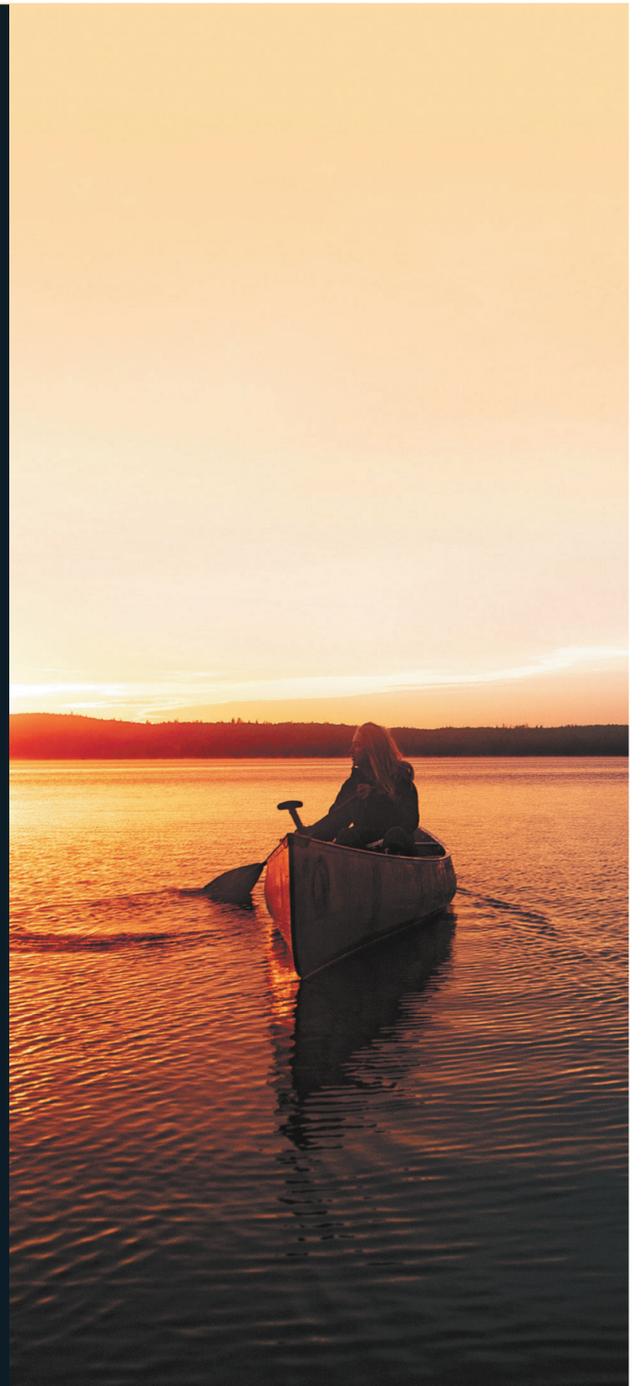
- > Élus et administrateurs
- > Entrepreneurs et PDGs
- > Gestionnaires, directeurs généraux et directeurs de programmes
- > Femmes et leadership
- > Leaders économiques - Grand Cercle (inscriptions en binôme)

ÉGALEMENT DISPONIBLE
PROGRAMMES SPÉCIFIQUES



ÉLABORÉS EN FONCTION
DES BESOINS PARTICULIERS
DES ORGANISATIONS

PLACES LIMITÉES DISPONIBLES — SOUMETTEZ VOTRE CANDIDATURE



POUR PLUS D'INFORMATION edpn.ca

SUIVEZ-NOUS



Pour et par les Premières Nations



Assemblée des Premières Nations
Québec-Labrador



COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DES PREMIÈRES NATIONS
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR



COMMISSION DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX
DES PREMIÈRES NATIONS
DU QUÉBEC ET DU LABRADOR



Commission de développement
des ressources humaines des
Premières Nations du Québec
First Nations Human
Resources Development
Commission of Québec



SECRÉTARIAT AUX ALLIANCES
ÉCONOMIQUES NATION CRIE
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

SECRETARIAT TO THE CREE NATION
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
ECONOMIC ALLIANCE



PUMUN
MESHKENU



FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.
QUEBEC NATIVE WOMEN INC.



RÉSEAU JEUNESSE
PREMIÈRES NATIONS
QUÉBEC-LABRADOR

Membres fondateurs



Fondation de la
Famille Pathy

Fondation

McConnell
Foundation



LA PROMESSE TD
PRÊTS À AGIR

L'ORÉAL
CANADA

Québec

Nos partenaires



Partenaires –
Programme Entrepreneuriat



Avec la participation
financière de :